

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

La situation économique est chaotique. La crise sanitaire a laissé les Etats encore plus suren-

dettés qu'ils ne l'étaient auparavant, les prix des énergies s'en-voient, entraînant une inflation

galopante, et le conflit d'Ukraine ne vient rien arranger.

Alors qu'en février la Banque centrale européenne laissait entendre qu'une hausse des taux directeurs pourrait intervenir durant l'année 2022, le mois de mars n'a vu l'arrivée d'aucun changement.

Revenons rapidement sur les mécanismes basiques qui permettent aux banques centrales d'agir pour influencer les prix: lorsque l'économie va bien, que les consommateurs ont du travail, et donc des moyens, la demande en biens et services croît et en vient à dépasser l'offre. La conséquence est une augmentation des prix; c'est l'inflation. On considère qu'une inflation modérée n'est pas un problème. Mais lorsque la machine s'emballe, il faut la freiner et, pour ce faire, les banques centrales ont à leur disposition certains outils, dont le taux de refinancement auquel elles prêtent aux banques commerciales. Lorsque ces taux montent, tous les types de crédits¹ font de même. Ainsi, si le prix des crédits augmente, les ménages et les entreprises auront

Bricole

Education sexuelle

Les formateurs consultants en promotion et éducation de la santé, qui sont aux dispensateurs d'éducation sexuelle ce qu'un gardien d'immeuble est à votre concierge, se sont mis en grève chez nos amis du bout du Lac¹. En effet, le Département de l'instruction publique (DIP) genevois a décidé «de faire évoluer leur fonction».

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails de cette réforme, qui est, paraît-il, contestée par la totalité de la corporation, à savoir vingt-quatre personnes.

N'allez pas croire toutefois que le DIP a pris conscience de l'inutilité des cours d'éducation sexuelle, qui sont soit imposés à des enfants trop jeunes pour en discerner l'intérêt présumé soit destinés à des élèves qui savent tout ce qu'on prétend leur enseigner, grâce à internet, et, parfois, à des parents attentifs.

Que nenni: le DIP a expliqué que «cette restructuration constituerait une amélioration, en ce sens qu'elle permettrait d'augmenter le nombre de cours d'éducation sexuelle, offrant douze heures supplémentaires à chaque élève sur la totalité de sa scolarité».

On n'arrête pas le progrès.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/les-professeurs-deducation-sexuelle-ont-fait-greve-640352454376>.

tendance à réduire leurs achats et investissements, ce qui fait baisser la demande et inverse la tendance inflationniste.

Mais la situation actuelle ne répond pas entièrement à ce schéma. S'il est vrai qu'une partie de l'inflation peut être attribuée à la forte demande, conséquence directe de l'accumulation de l'épargne durant la pandémie, situation provisoire, elle est surtout la conséquence de la croissance du prix de l'énergie, qui est subie par tous les acteurs économiques.

On n'a donc pas une hausse des prix due à un excès de demande qu'il faut réfréner, mais à une augmentation des coûts de production. Remonter les taux directeurs dans cette situation ne pourrait pas avoir les effets espérés et n'aurait pour conséquence qu'une hausse du chômage dû à la fermeture d'entreprises n'ayant plus la possibilité d'être rentables.

Un autre aspect préoccupant aujourd'hui est celui du pouvoir d'achat. Dans le cas de l'inflation «normale», liée à la bonne santé de l'économie, l'augmentation des prix s'accompagne d'une augmentation généralisée des salaires, les entreprises faisant bénéficier leurs collaborateurs des

gains engrangés. Dans la situation actuelle, la montée des prix n'étant que la conséquence de nouvelles charges, il est peu probable que les revenus des employés se voient adaptés, ce qui entraînera un appauvrissement généralisé.

Quelles sont les options qui s'offrent à nous? En tout premier lieu, il est nécessaire de réduire à court terme le prix de l'électricité. On nous rebat les oreilles avec l'urgence climatique et la nécessité d'en finir avec les hydrocarbures, d'accord! Mais tant que plus de 60% de l'électricité produite dans le monde le sera au moyen de centrales qui brûlent quelque chose, le serpent continuera à se mordre la queue. La seule solution reste pour l'heure le nucléaire, qui produit il est vrai des déchets radioactifs, mais pas de gaz à effet de serre et une électricité à un prix abordable. Cette option devrait nous donner du temps pour améliorer la production solaire et investir dans la recherche sur la fusion nucléaire.

Pour que les ménages et les entreprises disposent de fonds et continuent à alimenter la machine économique, les Etats devraient entreprendre une cure d'amaigrissement, par une réduction de la charge fiscale, afin de compenser la perte de pouvoir d'achat subie.

Mais il est peu probable que l'on trouve la volonté politique de mettre en œuvre des solutions, car l'inflation a un autre effet rigolo: celui de réduire le poids de la dette. J'en connais qui ont dépassé les 100%, voire les 120% d'endettement par rapport au PIB, à la suite des mesures prises contre le Covid... suivez mon regard.

Michel Paschoud

¹On parle ici de nouveaux financements ou de financements à taux révisables. Les crédits hypothécaires à taux fixes ne sont pas touchés

Bricole

Aide militaire

M. Zelensky réclame des armes. C'est de bonne guerre.

Pour l'instant, la Suisse ne s'est pas jointe aux Etats-Unis, ni aux pays de l'UE qui donnent satisfaction au président ukrainien. Elle n'est d'ailleurs pas censée le faire.

Elle pourrait néanmoins, «avec toute la modestie d'un petit Etat comme le nôtre», se «mobiliser aux côtés des acteurs de la politique mondiale de sécurité» en fournissant au président Zelensky un lot de *gnägis*, afin qu'il puisse changer de pull gris-vert chaque fois qu'il se présente devant les caméras.

M.P.

Des gens comme nous

L'accueil que nous réservons aux réfugiés ukrainiens exaspère les milieux pro-immigration, comme on peut le constater au détour des articles que nous li sons sur internet.

Par exemple, une sociologue de l'Université de Boston déclare: «Les mêmes pays qui ont longtemps refusé d'accueillir des réfugiés ouvrent leurs frontières aux Ukrainiens. [Référence aux pays d'Europe de l'Est, à commencer par la Pologne et la Hongrie.] Bien que je sois très heureuse de voir cet accueil pour les Ukrainiens, il y a lieu de s'inquiéter qu'il ne soit pas offert à d'autres personnes (...). A cela s'ajoute la discrimination aux frontières parmi les populations mêmes qui fuient l'Ukraine actuellement.» [Allusion au fait que, parmi les réfugiés qui se présentent à la frontière polonaise, certains ont beaucoup de peine à se faire passer pour des Ukrainiens.]

Ou sous la plume (très inclusive) de la directrice des programmes du Centre d'études humanitaires de Genève: «On voit se développer très nettement une inégalité de traitement entre les réfugiés-ukrainien-nes et les autres (...) Pourquoi le Conseil fédéral a-t-il accepté de donner le fameux permis S aux réfugiés-ukrainien-nes alors qu'il ne l'a pas fait pour

les autres? (...) Il serait également souhaitable que celles et ceux qui se sont généreusement proposés pour accueillir des réfugiés-ukrainien-nes acceptent n'importe quelle famille de réfugiés, quelle que soit son origine.»

Quant à la directrice de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés

(OSAR), elle trouve «très choquante l'inégalité de droit entre les différents groupes de réfugiés. (...) L'aide aux réfugiés exige, aussi pour les réfugiés qui ne sont pas originaires d'Europe, tout ce que les Ukrainiennes et les Ukrainiens obtiennent actuellement avec le statut de protection S.»

Bricole

Défi

Parmi les défis que doit relever l'Eglise évangélique du canton de Vaud, il y a, selon un communiqué du Conseil synodal,

le défi du renoncement pour faire le deuil d'une Eglise de l'abondance. Bâtir et vivre l'Eglise autrement à travers une organisation thématisée en pôles d'attraction tels que: familles, jeunesse, diaconie. Enjeux à la clé: accepter l'interdépendance, mutualiser les forces en synergies et investir dans l'avenir. Une parole forte a été partagée autour de ce défi: «Celui qui voudra sauver sa paroisse la perdra!»¹.

Une fois décrypté ce jargon synodal, on comprend que les jours des paroisses sont comptés et que les vilains conservateurs qui tenteront de préserver ces communautés d'un autre âge seront responsables de leur disparition.

Le prochain défi consistera à trouver un usage aux temples de nos villes et villages. Sans doute les transformera-t-on en lieux de partages de paroles fortes sous l'égide de pasteurs et de laïcs religieusement corrects, acquis à l'interdépendance et à la mutualisation des forces en synergies.

Il y a des jours où on se réjouit d'être bientôt mort.

M.P.

¹ <https://mailchi.mp/eerv/communiqu-de-leerv-loccasion-de-la-grve-des-femmes-du-14-juin-5859965?e=1e3ad2b1d5>.

Ces mêmes milieux sont ulcérés par les propos du premier ministre bulgare, qui aurait affirmé: «Ce ne sont pas les réfugiés auxquels nous sommes habitués (...) Ces gens sont des Européens.» Mais le premier ministre bulgare ne dit-il pas tout haut ce que

beaucoup d'Européens pensent tout bas – tout en se tortillant sur leur chaise pour jurer qu'ils ne font pas de discrimination?

La discrimination en tant que telle ne gêne pas les esprits immigrationnistes, qui pratiquent et prônent la «discrimination positive» depuis des décennies. Ils ont essayé de nous l'inculquer, de nous convaincre d'accorder notre préférence aux populations

d'autres régions du monde, d'autres cultures, d'autres religions, plutôt qu'à celles qui nous sont proches. Après des décennies de culpabilisation collective, on commençait à croire qu'ils avaient réussi. Aujourd'hui, on découvre qu'ils ont échoué et que les vieux réflexes, refoulés un temps, refont surface: nous préférons les gens «comme nous».

Pollux

Bricole

Mots creux

République et *Démocratie* et leurs dérivés sont omniprésents dans les discours et les textes des politiciens et commentateurs français, y compris de ceux qui expriment des idées pertinentes. L'inconvénient de cet abus est que ces mots finissent par perdre toute signification.

Un article de l'ancien magistrat Philippe Bilger, paru le 28 mars dans *La lettre de Causeur*, en donne une bonne illustration.

Lors d'un déplacement en Guadeloupe, Marine Le Pen, ancienne présidente du Rassemblement national, a été violemment prise à partie par des extrémistes de gauche.

M. Bigler s'en indigne à juste titre. Mais il parle de «honte démocratique» et déplore le délitement de la «courtoisie républicaine».

Pourtant, à y bien regarder, le traitement infligé à Mme Le Pen est tout simplement une honte. Quant à la courtoisie, elle n'a jamais été, que je sache, le monopole d'un système politique.

M.P.

Un Conseil fédéral héroïque

Nous le savons, il y a deux conceptions de la neutralité suisse. Il y a celle qui se fonde sur le droit, pris au pied de la lettre, et qui permet de démontrer que, en fait, la Suisse ne viole jamais la neutralité, même quand elle joue les pères fouettards en compagnie de la «communauté internationale». C'est la vision du Conseil fédéral. Et puis, il y a celle, assez couramment admise chez les gens sensés, qui consiste à ne se mêler **en aucune manière** des affaires des autres Etats, à moins que ceux-ci n'aient expressément demandé à bénéficier des bons offices de la Confédération, services qui ne consistent évidemment pas à décréter des sanctions contre qui que ce soit.

Pour défendre sa position, dans le cas du conflit d'Ukraine, le Conseil fédéral s'est lancé dans la voie de la moralisation. Le 28 fév

rier, lorsqu'il a annoncé que la Suisse se joindrait aux sanctions de l'Union européenne contre la Russie, il a déclaré solennellement, par la voix du chef du Département des affaires étrangères, et accessoirement président de la Confédération, Ignazio Cassis: «Faire le jeu d'un agresseur n'est pas neutre.»¹

Quelle grandeur dans cette courte phrase! Quelle hauteur de vue! La «communauté internationale» en a été tout éblouie.

Hélas! Si regrettable que ce soit, faire le jeu d'un agressé n'est pas neutre non plus, car être neutre, c'est ne faire le jeu de personne.

Il est bien fâcheux que le Conseil fédéral ne s'en soit pas avisé, mais il a des excuses: on sait que la pandémie a requis de sa part un très gros effort de réflexion, qui a

affecté quelque peu son entendement.

Il a donc jugé nécessaire, toujours par l'intermédiaire de M. Cassis, d'aggraver son cas, ce qui nous a valu, le 19 mars sur la Place fédérale, un spectacle fort étrange: le président ukrainien, s'adressant à la Suisse – sur grand écran quand les problèmes techniques ont été résolus – devant quelques milliers de personnes et profitant de l'occasion pour se mêler de nos affaires; le président de la Confédération tuoyant son pote Zelensky et prononçant un discours dégoulinant de bons sentiments.

La veille, l'omniprésent M. Cassis avait fourni une tribune, publiée dans sa version francophone par *Le Temps*², dont le discours du 19 mars s'inspirait largement. Je vous en livre les passages les plus savoureux:

Alors que la confrontation entre démocratie et barbarie atteint des sommets, le monde libre réagit avec une impressionnante cohésion.

Cette guerre est mue par une folie dévastatrice qui fait voler en éclats tous les principes et les valeurs de notre civilisation.

Neutralité ne signifie pas indifférence.

Nous devons donc, avec toute la modestie d'un petit Etat comme le nôtre, nous mobiliser aux côtés des acteurs de la politique mondiale de sécurité.

Tout en soutenant les sanctions de manière solidaire, nous pouvons ouvrir la voie au dialogue, proposer des solutions, encourager cette voie diplomatique qui a fait notre réputation dans le monde entier.

Il nous faut défendre vaillamment et sans relâche la liberté et la démocratie. Cela a un prix. Un prix que la Suisse est prête à assumer.

Où le Conseil fédéral a-t-il pêché l'idée que la Suisse, c'est-à-dire l'ensemble de ses habitants, est prête à se sacrifier pour que fleurissent la liberté et la démocratie dans d'autres pays?

Pourquoi tient-il ce discours pour la première fois, alors que sévissent constamment dans notre monde des guerres violant la liberté, la démocratie, ainsi que «tous les principes et les valeurs de notre civilisation»?

Moraline, manichéisme, fausse modestie, prétention, aveuglement et phrases creuses: c'est ainsi que le Conseil fédéral se couche devant la «communauté internationale», qui, selon toute probabilité, ne lui veut même pas

de bien et ne verra dans son alignement que mollesse, servilité et abdication.

Si nos sept sots sont si portés à la démission, pourquoi ne commencent-ils pas par abandonner leur fonction?

Mariette Paschoud

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/le-conseil-federal-sexprime-a-14h30-sur-lukraine-887093193655>.

² <https://www.letemps.ch/opinions/ignazio-cassis-suisse-un-pays-lequel-on-compter>

Bricole

Quand les idiots s'unissent

Samedi 9 avril, *20 minutes* titrait: «Ils manifestent pour réduire la pollution en bossant moins», puis exposait que «les Suisses se sont mobilisés pour protéger la planète (...). Organisé conjointement par la Grève du climat, des syndicats, des collectifs féministes et d'autres organisations, l'événement a réuni 200 personnes à Genève».

Alors, d'une, je ne vois pas en quoi une bande de deux cents traîne-patins qui proposent qu'on les paie à ne rien branler sous prétexte de sauver la planète constitue une mobilisation des Suisses. Et, de deux, j'ai une proposition pour eux: ils peuvent ne pas travailler du tout et ne pas être payés du tout. Je parie que ça va accélérer le sauvetage de notre terre à fond les ballons.

X.S.

Un bon, deux réflexions

J'ai reçu, il y a quelques années, pour un anniversaire «rond», un bon d'une jolie somme à faire valoir dans une agence de voyage bien connue, geste qui m'a énormément touché. Bien que n'étant pas un grand voyageur, j'aime passer deux semaines au bord de la mer en été; ce cadeau allait,

croyais-je, me permettre des économies ou un surcroît de confort. Quelle naïveté! Car, voyez-vous, les agences de voyage, qui ne manquent pas une occasion de pleurnicher sur la concurrence que leur livrent les services de réservation en ligne, ne sont apparemment pas à même de proposer des solutions sur mesure. «Biarritz? Non, désolé, Monsieur. Cette destination ne fait pas partie de notre catalogue.» Soit. Je me résous donc à financer intégralement mon séjour au Pays Basque avec mes propres deniers. Ce n'est pas bien grave. Mais, après avoir, au cours des années, cherché à utiliser ce bon pour des vacances en un lieu qui **me** plaît, à des dates qui **me** conviennent, au départ de l'aéroport que **j'ai** choisi, dans un créneau horaire que **je** juge confortable, je me suis résolu à la démarche inverse: trouver une offre acceptable figurant dans le catalogue, afin de ne pas laisser périmer ce que je considère alors comme un cadeau empoisonné.

Cette petite aventure m'inspire deux réflexions. La première est que les agences de voyage ne servent quasiment à rien: deux nuits à Barcelone, via EasyJet, sans transport de l'aéroport à l'hôtel, avec, au passage, 100 francs de frais de dossier... Bref, on peine à s'ébaubir devant la valeur ajoutée qu'offrent les professionnels

du secteur.

La seconde réflexion est en réalité plutôt une interrogation. Nous avons tous vécu le calvaire consistant à se creuser la tête afin de trouver une idée de cadeau, sans y parvenir. Mais pourquoi se rabattre sur des bons – solution à laquelle j'ai moi-même eu recours à de nombreuses reprises? Pourquoi ce «tabou» de l'argent liquide? Il est parfaitement compréhensible de préférer objet tangible, que ce soit dans le but d'offrir au fêté «quelque chose qui reste» ou d'éviter qu'il connaisse le montant investi; on peut, éventuellement, admettre des visées pédagogiques: si on donne un billet à ce jeune sot en pleine crise d'adolescence, il en fera nécessairement mauvais usage... C'est ainsi que j'ai reçu, dans ma jeunesse, de nombreux bons chez Payot, alors que je n'aimais pas lire, et un autre chez Benetton (que mon père m'a racheté face à mon désarroi), alors que le montant ne permettait pas d'acquérir une demi-chaussette et que les copains et moi considérions l'enseigne en question comme le sommet de la ringardise. Nous, nos fringues, nous les achetions chez Maniak ou H&M.

Dans les autres situations, si offrir des espèces sonnantes et trébuchantes apparaît, pour quelque

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Les chefs d'Etat qui, pour parler de la guerre en Ukraine devant les caméras, se déguisent en militaires ou en membres de commandos donnent l'impression de faire du cinéma.»
Dites: «Les chefs d'Etat qui, pour parler de la guerre d'Ukraine devant les caméras, se déguisent en militaires ou en membres de commandos donnent l'impression de faire du cinéma.»

On parle de la guerre d'Indochine, de la guerre de Corée, de la guerre du Vietnam, de la guerre d'Algérie. On devrait donc évoquer aussi les première et deuxième guerres d'Irak, la guerre de Syrie ou la guerre de Libye. Mais non! Sous prétexte que l'anglais est langue dominante, toute la presse écrite et parlée commet à l'infini ce qui n'est rien d'autre qu'une faute de français.

Un de ces jours, on traduira *De bello gallico* par *La guerre en Gaule*.

Le pinailleur

motif que ce soit, définitivement
inconvenant, il vaut mieux s'en
tenir aux classiques:

une caisse de bonnes bouteilles;
ce n'est certes pas original – mais
les bons ne le sont pas non plus –
et implique évidemment que le
destinataire soit quelqu'un de

fréquentable, qui ne crache pas
dans son verre... A votre bonne
santé!

Iratus

Le Pamphlet

*Case postale 998,
1001 Lausanne*

[*courrier@pamphlet.ch*](mailto:courrier@pamphlet.ch)

CCP:10-25925-4

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057